

Les privés reprendront-ils leurs billes?

BEAUX-ARTS • Après le «non» à Bellerive, les promesses des collectionneurs sont remises en cause. Accusée d'avoir brillé par sa discrétion durant la campagne, la fondation privée de soutien au musée riposte.

MICHAËL RODRIGUEZ

Le refus du projet de Musée des beaux-arts à Bellerive fait peser une hypothèque sur les promesses des collectionneurs. «Dès lors que le musée ne se fait pas, nous allons reprendre notre rythme d'exposition, qui avait été ralenti ces dernières années», annonce Jean-Jacques Cevey, président de la Fondation Planque.

Délai de dix ans

Cette dernière s'était engagée en 2002 à déposer «pour trente ans au minimum» ses quelque 150 œuvres, parmi lesquelles des Picasso, Dubuffet, Klee ou encore Monet. Mais à une condition, précise Jean-Jacques Cevey: «Une décision sur la création d'un nouveau musée devait être prise dans un délai de dix ans.»

L'heure n'est plus aux tergiversations. «Nous ne pouvons pas subir la conséquence de la mauvaise volonté de certains, et ranger notre collection dans un garde-meuble, s'exclame Jean-Jacques Cevey. L'un des buts de la Fondation Planque est d'assurer à tous, en particulier à la jeunesse, la possibilité de découvrir le grand art.»

La collection sera-t-elle déposée dans un autre musée? «Aucune décision formelle ne sera prise avant plusieurs mois, indique le président de la fondation. Nous avons reçu des propositions intéressantes, au-delà des limites de notre continent. Mais nous ne sommes pas prêts à faire n'importe quoi. Il faudra voir dans quelle mesure notre engagement pourrait être maintenu ou différé.»

Pas à Rumine

Un dépôt à Rumine n'est en revanche pas d'actualité. «Jean Planque n'aimait pas l'idée de confier sa collection au Musée des beaux-arts actuel. Il ne pouvait pas imaginer que ses œuvres soient rangées dans un sous-sol de la Riponne.» Quant au projet de Grand Rumine, Jean-Jacques Cevey n'y croit pas: «Il a été élaboré cette année encore par des gens qui avaient pour objectif de couler Bellerive.»

L'attribution des collections Pauli et Dubois pourrait, elle aussi, être remise en cause. Les engagements pris par les deux familles arriveront en effet à échéance à la fin de cette année. La Fondation Lenards, qui avait promis entre 10 et 15 mil-

lions pour la construction du bâtiment, se déterminera dans dix jours sur les conclusions à tirer du vote des Vaudois.

La fondation privée de soutien au nouveau musée a en outre annoncé hier sa dissolution. Chargée de récolter des fonds pour la construction du musée, elle n'a plus de raison d'être. Les membres de la fondation se pencheront cependant sur des pistes d'alternatives. Son président, l'avocat François Carrard, estime que tous les sites doivent être envisagés. A la différence de la ministre de la Culture, Anne-Catherine Lyon, il met aussi Rumine dans le lot.

Les rives de la discorde

A titre personnel, François Carrard se dit en revanche sceptique sur un projet Bellerive bis: «J'ai l'impression que ce site cristallise les oppositions.» L'avocat se souvient d'un précédent: «Un projet de centre des congrès avait été lancé par Pierre Arnold, alors président de Migros, à peu près au même endroit. Mais il avait été abandonné à cause d'oppositions du même type.»

Quel serait le site idéal? François Carrard le voit ailleurs qu'au bord du lac, mais pas forcément au centre-ville: «Les musées les plus récents qui ont eu du succès, comme Beyeler et Paul Klee, ne sont pas au centre-ville.» L'avocat souligne aussi le potentiel d'anciens sites industriels. De quoi relancer la candidature de l'ancienne gare de Sébeillon, qui faisait partie des sites encore en lice en 2000? François Carrard ne veut pas s'avancer plus pour l'instant. L'ancienne fondation se donne jusqu'au mois de janvier pour élaborer des propositions.

Zèle tardif de l'Etat

La campagne pro-Bellerive n'a-t-elle pas pâti de la discrétion des privés? «La campagne a été décidée entièrement par l'Etat, qui est le maître d'ouvrage, explique François Carrard. Si on s'avancait trop, on nous reprochait de vouloir tirer la couverture à nous. Soit on communiquait trop, soit pas assez!» L'avocat juge en outre que le Conseil d'Etat a tardé à manifester son engagement. «Il y a une année, on se demandait encore quels conseillers étaient pour et lesquels étaient contre. Nous avons beaucoup poussé pour que l'Etat se mobilise davantage.» I



La Liberté, Le Courier, 02.12.08

Le président de la fondation de soutien au musée, l'avocat François Carrard, estime que tous les sites doivent être envisagés. ARC

Une histoire de «gifles» au bord du lac

JÉRÔME CACHIN

Est-elle intouchable, cette zone d'Ouchy à Bellerive? L'histoire montre qu'elle est peu accueillante pour de nouvelles constructions. Après l'échec du projet Ying-Yang d'un nouveau Musée des beaux-arts, des souvenirs remontent.

En 1972, les Lausannois refusaient en référendum une tour de 15 étages. Cet hôtel de 500 chambres devait s'ériger à une petite centaine de mètres du port de plaisance d'Ouchy. Après cet échec, l'hôtel fut redimensionné, pour deux fois moins de chambres.

Puis en 1988, c'est un autre projet audacieux qui fut abandonné: rien de moins qu'un centre de congrès avec salle de spectacle, sur pilotis dans le lac même. La levée de boucliers des Lausannois était si forte que le projet avorta avant même d'affronter les urnes. Pierre Arnold, alors ancien patron de Migros, en était le promoteur. Pour accéder à ce centre au-dessus de l'eau, il aurait fallu passer par... la parcelle de Bellerive. Celle-là même qui aurait accueilli le musée si les Vaudois avaient dit oui dimanche.

Comme il y a 20 ans, comme il y a 36 ans, le respect des rives du lac et de ses abords semble avoir joué dimanche. Une cause de refus que le Conseil d'Etat ne discerne pourtant pas dans le faisceau des motivations qui ont conduit aux 52,4% de non. «Le bord du lac reste un lieu de première importance, a répété Anne-Catherine Lyon dimanche dans le «19:30» de la TSR. Ce n'est pas l'argument «Pas au bord du lac!» – qui est celui des référendaires – qui doit être retenu pour l'heure.»

Pour le président du comité référendaire, le Vert lausannois Pierre Sant-schi, relancer un projet sur la même parcelle constituerait un «parjure». Le vainqueur de dimanche rappelle cette phrase du texte d'information donné par le Conseil d'Etat aux citoyens: «Un vote négatif du peuple vaudois aurait pour conséquence l'abandon du projet de Musée cantonal des beaux-arts à Bellerive.»

Autre Vert de la capitale vaudoise, le député Yves Ferrari a voté blanc, dimanche, comme en mai au Grand Conseil. «Pour l'implantation du futur

projet, on peut aussi penser à la zone de Vidy.» A noter que depuis l'Expo nationale de 1964 et l'édification du Théâtre de Vidy, cette zone n'est plus vierge de toute construction.

Revenons au centre-ville, sur le site de l'actuel musée. Yves Ferrari est aussi un pilier du collectif «Grand Rumine»: «Anne-Catherine Lyon dit qu'une étude montre que le projet Grand Rumine n'était pas possible, tonne-t-il. Soit cette étude existe et elle la montre, soit elle n'existe pas. Il faut arrêter de foncer tête baissée et de considérer que les privés décident de l'orientation à prendre.»

En revanche, le secrétaire politique radical Gilles Meystre reste convaincu que le musée doit sortir du Palais de Rumine. Pour les trois autres musées qu'il abrite avec la BCU, et pour le Musée Arlaud voisin, il faudra un «projet global» plus abouti que celui du 30 novembre.

Mais le radical suit-il complètement les vues de la ministre socialiste de la Culture? «Maintenir le projet au bord du lac, ça serait une erreur, répond Gilles Meystre. On ne peut pas se permettre une deuxième gifle!» I